



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EMPLOI

COMPETENCES ET MISE EN OEUVRE / MOYENS, OUTILS ET SERVICES PUBLICS

Agglomération Amiens Métropole, les compétences

- aides en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques (en accord avec la Région)
- aides à l'immobilier d'entreprises
- aides aux entreprises en difficulté (convention avec la Région)
- aides aux organismes qui participent à la création ou à la reprise d'entreprises (convention avec la Région).
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.
- délégation par Pôle emploi de la réception d'offres d'emplois et d'opérations de placement
- participation aux maisons de l'emploi
- participation aux structures d'accompagnement et d'insertion professionnelle des jeunes (missions locales et PAIO)
- mise en œuvre des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi
- conclure avec l'État des conventions au titre de l'insertion par l'activité économique.

Commune d'Amiens, les compétences

- plan local d'urbanisme élaboré en 2006
- délivrance des permis de construire et autres autorisations d'occupation des sols
- droit de préemption urbain
- décision des zones d'aménagement différé et des zones d'aménagement concerté.

Partenariats (possibles) avec la Région, Pôle emploi, l'Etat, le Département. Par exemple, la Région a l'obligation de se concerter avec l'agglomération pour le SREDII (le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, dont l'échéance est à 2021), le SRESRI (le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation à échéance en 2021) et le SRADDET (Schéma régional d'aménagement et de développement durables du territoire).

ELUS

Elus actuels (équipe Brigitte Fouré-Alain Gest)

Pascal Fradcourt : vice-président en charge du développement économique

- Chef de service « Développement économique » : Jean-Claude Humbert (Direction générale adjointe « Attractivité du territoire » : Hubert Flandre) - Chef de service « Emploi » : Caroline Duchet - Président « Amiens Cluster » : Frédéric Lajoux (Directeur général : François-Xavier Level)

Elus mandat précédent (équipe Gilles Demailly)

Jean-François Vasseur : vice-président en charge du développement économique

REGARDS SUR LES POLITIQUES MENÉES SOUS LES MANDATS PRECEDENTS

Réalisations mandat 2008-2014 : l'équipe Demailly

► La précédente majorité a dû affronter un contexte très particulier (ce qui n'enlève rien à son impréparation et à son manque d'ambition) : la crise de 2008-2009, la fermeture du site de Goodyear dans la zone industrielle nord (-1500 emplois), les politiques d'austérité consécutives à la crise (et qui se poursuivent) ainsi que la réforme partielle de la fiscalité locale avec la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la contribution économique territoriale (CET = cotisation foncière des entreprises [CFE] et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises [CVAE]).

► Outre le réaménagement programmé du quartier Gare la Vallée (dont la majorité actuelle récolte les fruits, tout en poursuivant les travaux), l'équipe Demailly a à son actif des réalisations : les relocalisations de l'entreprise Boulogne sur le site Jules Verne (Boves), de la Caisse d'Epargne, d'A Capella, de Logica, à Gare la Vallée et de Caux, Polygone, Appli, etc. On peut aussi mentionner les extensions de Brenntag, Procter et Gamble, Veolia Propreté ont eu lieu sur l'Espace Industriel Nord. De nouvelles implantations également : Heulin, rue Colbert, Business et Decision, Call WEB Gare la

Vallée, CGED sur Blanche-Tâche à Camon, Denis Plastalu, Signaux Girod, Cegelec, Isomur sur la zone d'activité Jules Verne, ADEFI, IDF, sur l'Espace Industriel Nord, Réseau Habitat sur Franklin-Roosevelt, etc. Deux nouveaux espaces ont été aménagés en zones d'activités : Franklin-Roosevelt et la Blanche-Tâche à Camon (16 hectares, 48 parcelles, 36 options commerciales représentant un investissement privé de 12,5 millions d'euros, 212 transferts d'emplois et 91 créations). Au total, selon le bilan de mandature, 500 millions d'euros ont été investis dans le développement économique en 5 ans, et 10 millions dans l'enseignement supérieur

Réalisations mandat 2014-2018 : Equipe Fouré -Gest

La majorité actuelle a déployé son action dans un environnement territorial et légal singulier : la perte du statut de capitale régionale d'Amiens ("réformes" territoriales avec la loi NOTRe et la modification du périmètre des régions) et la poursuite des politiques d'austérité (baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, réductions des dépenses locales).

- Décembre 2014 : vote à l'unanimité des élu-es du « Pacte pour l'emploi et l'innovation » pour dynamiser l'attractivité du territoire et favoriser la création d'emplois autour de trois axes stratégiques (création d'entreprise, compétitivité des entreprises et attractivité du territoire). 20 millions d'euros jusqu'en 2020 pour créer incubateurs, accélérateur et clusters notamment (ils sont effectifs).

- Juillet 2015 : Annonce de la création d'une plate-forme de validation des titres (passeports, cartes d'identité, permis de conduire, cartes grises, etc.) pour compenser la perte par Amiens du statut de capitale régionale. Une centaine de fonctionnaires était prévu, chiffre ramené à 50 en juin 2016 par le préfet de la région Hauts-de-France Michel Lalande. Incertitude sur le chiffre actuel mais le compte n'y serait pas...

- Automne 2017 : ouverture d'Amazon, cinquième plus grand site logistique de France avec un bâtiment de 107 000 m². Le géant américain et leader mondial de l'e-commerce a promis à l'ouverture la création de 500 emplois en CDI d'ici trois ans. Chiffre à vérifier et à nuancer au regard du fort turn-over dans les effectifs (en raison de la forte pénibilité du travail) et du coût public pour attirer l'entreprise (aides publiques, aménagement/voirie pour accéder au site sur fonds publics, artificialisation de terres agricoles, etc.).

- Automne 2017 : ouverture du centre commercial Shopping Promenade, avec 40 enseignes et 400 emplois promis. Vérifier si le nombre d'emplois promis est bien au rendez-vous. Par ailleurs, ce centre commercial a engendré d'importantes friches commerciales à l'abandon sur le site du centre commercial de l'autre côté de l'axe routier (en plus de l'artificialisation de précieuses terres agricoles, Amiens étant l'une des agglomérations des Hauts-de-France ayant le plus consommées de foncier ces dernières années). L'hypermarché Carrefour est en outre en difficulté depuis : vérifier les effets sur le commerce de centre-ville et les autres zones commerciales (effet de substitution pour un solde d'emplois négatif ou au mieux nul, voire très faible). Aux dernières nouvelles, Shopping Promenade ne serait pas en grande forme (point à vérifier)...

- Fin 2017 : reprise et réaménagement du site fermé de Goodyear (-1500 emplois) pour en faire un parc d'activités (quelques embauches pour le moment).

- Mi-2018 : reconversion du site Whirlpool suite à une délocalisation, repris par l'entrepreneur local Nicolas Decayeux pour y installer WN Full Time Service et WN Open Factory (casiers réfrigérés pour la livraison du dernier kilomètre). 277 emplois annoncés par réembauche d'une partie des salariés de Whirlpool. Néanmoins, tous les salariés n'ont pas été repris (solde négatif), en particulier les intérimaires. WN active depuis un an est confrontée à des problèmes de trésorerie. Le tribunal de commerce d'Amiens a récemment placé l'entreprise en redressement judiciaire avec une période d'observation de six mois.

- Mi-2019 : installation d'une plate-forme de 4 800 m² Chronopost sur la zone d'activités Jules Verne (Boves) avec 20 emplois à la clé.

- Début 2020 : ouverture dans le quartier Gare La Vallée (derrière la gare) du centre de services d'Orange Bank avec 266 emplois promis.

► **Tendances générales** : une tertiarisation progressive de la structure d'emplois à Amiens avec une orientation forte vers la logistique (des emplois de moins bonne qualité et moins bien rémunérés que dans l'industrie par exemple).

- Des créations d'emplois qui ne compensent pas ceux perdus durant la période 2008-2014 (crise). Pendant la période 2008-2014, les pertes d'emplois se sont localisées majoritairement au sein de l'unité urbaine d'Amiens : - 3000 postes, notamment à Amiens (- 4500) et Dury (- 700), mais aussi à Saleux, Longueau, Rivery et Camon. Certaines de ces diminutions d'emplois sont à relativiser une fois qu'elles sont resituées à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, Salouël a bénéficié du transfert du site amiénois de l'hôpital Nord sur le nouvel hôpital Sud (+ 1 500 postes). À la faveur de

créations ou d'implantations nouvelles, en particulier au sein des zones d'activités économiques, l'emploi salarié s'est développé dans certaines communes. Ainsi l'expansion du Pôle Jules Verne a stimulé l'emploi à Glisy (+ 900) et à Boves (+ 300).

- Une artificialisation des sols dangereuse pour Amiens (problématiques environnementales et sanitaires : augmentation de l'étalement urbain, recrudescence des déplacements domicile-travail et des temps de trajet, congestion, accroissement des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution de l'air, désagréments physiques liés aux troubles musculo-squelettiques), un déséquilibre de la ville avec un affaiblissement du centre au profit d'une partie de sa périphérie (sud et ouest). Il faut également ajouter le fait qu'Amiens est depuis le début du mandat actuel livré aux promoteurs immobiliers privés (les grands groupes du BTP sont pratiquement tous présents en ce moment à Amiens) : les programmes immobiliers fleurissent un peu partout à Amiens, mais il s'agit pour l'essentiel de logements onéreux, inaccessibles aux couches populaires ainsi qu'à une partie des classes moyennes, vantés sous l'angle de produits autorisant la défiscalisation (Loi Pinel). La spéculation immobilière fait rage à Amiens.

- un "plan social à bas bruit" lié notamment à la perte d'emplois publics et parapublics (Département, Région, services déconcentrés de l'Etat et associations du fait de des "réformes" territoriales et des politiques d'austérité ; réorganisation des entreprises (caisses mutualistes notamment) également du fait de la perte du statut de capital régionale pour Amiens).

RESSOURCES

- Claire Hédon, Didier Goubert et Daniel Le Guillou (2019), Zéro chômeur. Dix territoires relèvent le défi, Paris, Ed. Quart Monde.
- Pierre Veltz (2019), La France des territoires, défis et promesses, Paris, Ed. de l'Aube.
- Olivier Razemon (2017), Comment la France a tué ses villes, Paris, Ed. Rue Echiquier.
- Olivier Bouba Olga (2017), Dynamiques territoriales : éloge de la diversité, Poitiers, Ed. de l'Atlantique.
- Bénédicte Manier (2016), Un million de révolutions tranquilles, Paris, Ed. Les Liens Qui Libèrent (2e édition).
- Rob Hopkins et Lionel Astruc (2015), Le pouvoir d'agir ensemble, ici et maintenant, Paris, Ed. Acte Sud

EXEMPLE DE POLITIQUE MISE EN PLACE AILLEURS

De nombreuses expériences réussies existent partout en France, en Europe et dans le monde. Il est difficile de toutes les aborder ici. Néanmoins, les exemples de Nantes, Grenoble, Dunkerque, Boulogne-sur-Mer et Grande-Synthe sont intéressants à étudier et à répliquer.

Exemples réussis : monnaie locale à Boulogne-sur-Mer (étendue depuis sa création à tout le pays du Boulonnais), revenu universel local à Grande-Synthe, cantine 100% bio dans le département de la Dordogne, cantine moins cher à Mussidan, économie circulaire (récupération des chaleurs fatales issues des processus industriels pour alimenter le système de chauffage) à Dunkerque, révolution de la mobilité à Oslo, renaissance grâce au bio à Saint-Pierre-de-Frugie, reprise en régie municipale de la gestion de la centrale électrique à Aulus, bus à hydrogène à Pau, ville sans pesticide comme Arras, ville hors TAFTA comme Saint-Denis, etc.